

L'intersyndicale reste mobilisée face à la crise

Faire entendre au gouvernement et au patronat nos revendications le 19 mars. C'est dans une déclaration commune, que les huit organisations syndicales ont confirmé la journée de mobilisation du 19 mars et rappelé leurs exigences face à la crise.

Les revendications du 19 mars :

La journée de mobilisation nationale interprofessionnelle du 19 mars devra donc être l'occasion, pour les salariés, les demandeurs d'emploi et les retraités, de faire valoir à nouveau leurs revendications face à la crise :

- ✓ **Défense de l'emploi privé et public,**
- ✓ **Lutte contre la précarité et les déréglementations économiques et sociales,**
- ✓ **Négociation de politiques de rémunération qui permettent de défendre le pouvoir d'achat et de réduire les inégalités,**
- ✓ **Défense du « cadre collectif et solidaire de la protection sociale et des services publics de qualité ».**

Pour le secrétaire national CFDT Marcel Grignard, « l'un des enjeux majeurs de la mobilisation du 19 mars est de faire pression tant sur le gouvernement que sur le patronat pour que les débuts de réponses apportés le 18 février trouvent une concrétisation et soient amplifiés ».

Des revendications que gouvernement et patronat ne devront pas laisser sans réponse.

Communiqué commun des organisations syndicales
CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA, du 23 février.

La forte mobilisation du 29 janvier a conduit le président de la République à annoncer à l'occasion de la rencontre avec les partenaires sociaux, le 18 février, une légère inflexion sociale à son plan de relance.

En réponse à une partie des revendications avancées par les organisations syndicales, des mesures sont annoncées, des processus de concertation sont proposés sur le partage de la valeur ajoutée et des profits, un fonds d'investissement social est programmé.

Les organisations syndicales CFTC, CFDT, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA considèrent que les mesures sont trop parcellaires pour modifier le cap économique de la politique gouvernementale. Par ailleurs le Président a refusé catégoriquement d'augmenter le Smic, de modifier sa politique d'emploi dans les fonctions publiques et de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires... A cela s'ajoutent l'attitude dogmatique du patronat et son refus d'assumer ses responsabilités.

La crise nécessite des réponses d'une toute autre portée. Les effets de la crise économique et financière s'accroissent et accroissent les inquiétudes des salariés. La recrudescence des suppressions d'emploi, d'utilisation du chômage partiel, contribuent à amplifier la récession et pèsent lourd sur le pouvoir d'achat qui se dégrade.

Tout ceci conduit les organisations syndicales à poursuivre la mobilisation. Elles appellent à poursuivre les actions engagées dans les secteurs professionnels. Elles confirment la journée de mobilisation interprofessionnelle du 19 mars 2009 qui donnera lieu à des grèves et des manifestations dans tout le pays.

En prolongement de leur déclaration commune du 5 janvier 2009, elles appellent leurs syndicats et les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités, à faire entendre au gouvernement comme aux responsables patronaux et employeurs leurs revendications :

- Défendre l'emploi privé et public ;
- Lutter contre la précarité et les déréglementations économiques et sociales ;
- Exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités ;
- Défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité.

Elles expriment leur solidarité et leur soutien aux salariés des DOM et à leurs organisations syndicales et appellent gouvernement et patronat à répondre positivement aux revendications posées.

Elles conviennent de se réunir à nouveau le 20 mars 2009 à 8h00.

Paris, le 23 février 2009